

Questions orales

M. Gilchrist: Soyons précis, madame le Président. Le ministre pourrait-il expliquer comment les politiques qui ont fait diminuer de 0.25 p. 100 les subventions consacrées à la recherche—elles représentent actuellement moins de 1 p. 100 du produit national brut, comme en Islande, en Irlande et dans d'autres pays aussi avancés sur le plan technologique—comment, disais-je, ces politiques permettront, comme par enchantement, de renverser la vapeur et d'amener une hausse de deux tiers, si on y arrive? Si on n'y arrive pas, comment une telle politique peut-elle servir les intérêts du Canada puisque l'écart entre le Canada et nos partenaires commerciaux se creusera terriblement et que nous perdrons des centaines de milliers d'emplois?

M. Gray: Madame le Président, nous comptons améliorer les mesures qui sont déjà en vigueur et nous avons l'intention d'aller bien plus loin.

LES CRÉDITS AFFECTÉS AUX SCIENCES ET À LA TECHNOLOGIE

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, étant donné les réponses précédentes, je pourrais peut-être adresser ma question au ministre des Finances qui est aussi président suppléant du Conseil du Trésor. Étant donné que le ministre des Finances est le grand maître d'œuvre du gouvernement fédéral en matière de finances et que, à l'instar de son collègue qui vient de parler, il est en faveur de l'aide aux sciences et à la technologie, pourrait-il dire pourquoi il a une fois de plus laissé grossir démesurément la Fonction publique: il y a 7000 fonctionnaires de plus rien que depuis le mois d'avril, ce qui coûte 140 millions de dollars de plus au Conseil du Trésor, alors que le montant total destiné aux sciences et à la technologie est de 7 millions de dollars, soit un vingtième de cette somme?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je pense que le député ferait mieux de poser la question au président du Conseil du Trésor et non à son suppléant.

M. Stevens: Madame le Président, je donnerai une autre chance au ministre des Finances car le problème à l'étude, à savoir l'insuffisance des sommes destinées à financer les sciences et la technologie, est terriblement important. Le ministre des Finances qui vient de couronner le trois cent millièm fonctionnaire—c'est le chiffre que nous venons de dépasser—pourrait-il dire s'il envisage d'obliger les entreprises privées étrangères à accorder un mandat plus étendu à leurs filiales canadiennes en matière de recherche et de développement?

● (1420)

M. MacEachen: Madame le Président, personne ne saurait contester cette partie de la question à propos de laquelle tout le monde est d'accord.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

ALICE ARM, C.-B.—LE DÉVERSEMENT DE DÉCHETS TOXIQUES PAR LA SOCIÉTÉ AMAX

M. Jim Fulton (Skeena): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Pêches et des Océans. Étant donné que l'étude de la demande de la société Amax de

vidanger 100 millions de tonnes métriques de métaux lourds toxiques à Alice Arm, en Colombie-Britannique, est maintenant terminée, le ministre voudrait-il bien dire à la Chambre s'il est d'accord avec les conclusions du rapport McCart où on lit notamment:

... les risques de répercussions sont si graves qu'ils excluent toute possibilité de jeter les tailings à la mer.

Si le ministre n'a pas encore tiré cette conclusion, va-t-il ordonner une évaluation officielle des répercussions, ainsi que la tenue d'audiences publiques?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, j'ai effectivement reçu le rapport en question et je tiens à en discuter avec les auteurs. J'espère pouvoir me rendre dès ce soir en Colombie-Britannique et en discuter avec eux cette semaine. Sans doute serai-je mieux en mesure au début de la semaine prochaine de répondre plus complètement à la question du député.

LES CONSÉQUENCES DU DÉVERSEMENT POUR LE PEUPLE NISHGA ET LA PÊCHE COMMERCIALE

M. Jim Fulton (Skeena): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. J'espère qu'il collaborera avec le ministre des Pêches et des Océans pour régler ce problème. Le 6 octobre 1980, il a écrit pour demander que l'on crée un comité d'examen chargé d'examiner s'il conviendrait d'ordonner une enquête publique sur le projet Amax. Peut-il nous dire si le gouvernement tient compte des répercussions de ce projet sur le peuple Nishga et la pêche commerciale ou si cet examen n'est qu'une autre tentative pour dissimuler le marché électoral conclu entre les dirigeants de Amax et le parti libéral?

L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame le Président, j'ai eu l'occasion de discuter de cette affaire avec le chef du peuple Nishga il y a un jour ou deux. Je lui ai dit que s'il désirait avoir davantage de temps pour étudier les documents en sa possession avant de me demander d'envisager sérieusement de faire effectuer une enquête publique, je serais heureux de lui en laisser le loisir. Selon moi, d'autres discussions auront lieu avant que je ne sois obligé de prendre une telle décision.

DEMANDE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

M. Jim Fulton (Skeena): Madame le Président, ma dernière question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il est évident qu'en l'occurrence, le gouvernement favorise les intérêts des grandes sociétés. Il y a d'importantes divergences entre le rapport de la société Amax et celui des hommes de science indépendants qui se sont penchés sur cette question. Selon ces derniers, l'océan se trouverait gravement pollué et, en fait, cela pourrait engendrer le génocide du peuple Nishga qui vit à la pointe de Alice Arm.

Le premier ministre aurait-il l'obligeance de se lever et de nous dire qu'il ordonnera une enquête publique exhaustive sur la situation, étant donné que le permis qui a été délivré à Amax est le seul de ce genre au Canada et que cela s'est passé en secret, au beau milieu de la campagne électorale fédérale de 1979.